



TESTS OSSEUX :

Un test osseux peut-il déterminer de manière fiable et précise l'âge d'un individu?

NON!

Les tests osseux ne permettent pas de déterminer de manière fiable et précise l'âge d'un individu...

20 novembre - Journée Internationale des droits de l'enfant !

vendredi 21 décembre 2018, par [Bariaud](#)

20 NOVEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT !

Dans le cadre de cette journée, le collectif JUJIE (Justice pour les Jeunes Isolé-es Etranger-es) dont la FERC-CGT fait partie, a pris deux initiatives.

Pour préparer cette journée, une vingtaine de témoignages de mineur-es isolés, de professionnel-les et de militant-es ont été publiés et diffusés sur les réseaux et notamment sur les listes CGT. Ces textes, ainsi que ceux qui restent à publier (une cinquantaine au total), ont été remis à l'Elysée, non sans mal. Orientée d'une entrée à l'autre du palais présidentiel, puis contrainte de patienter dans le froid, une délégation accompagnée du cinéaste Laurent Cantet n'a finalement pas été reçue. Au bout d'une heure et demie d'attente, sous la neige, un membre du commandement militaire s'est présenté sur le parvis, leur promettant de faire suivre les dossiers chargés d'histoires humaines révélant l'indignité du traitement de ces mineur-es et jeunes majeur-es que la France rechigne à protéger. Quoi qu'il en soit, Macron ne pourra pas dire qu'il ne savait pas !

Le JUJIE avait aussi appelé à un rassemblement dans la soirée sur la place de la République à Paris. Si les conditions météo ont contraint à renoncer à l'installation du matériel nécessaire aux projections prévues, les représentant-es des structures regroupées dans le JUJIE, les militant-es, les sympathisant-es et plusieurs dizaines de mineur-es isolés étaient bien présents en nombre malgré le mauvais temps. Les prises de parole ont alterné avec les chansons et la musique de la Fanfare Invisible. Parmi les interventions, on retiendra celles, particulièrement fortes et émouvantes, de certains des mineur-es maltraités par les autorités mais aussi - et heureusement ! - soutenus par des collectifs d'habitant-es et des associations.

Des mobilisations qui ne suffiront pas à faire reculer immédiatement le gouvernement et les président-es de conseils départementaux mais qui mettent leur comportement indigne sur la place publique et disent que le combat continue et continuera tant que des enfants seront maltraités comme ils le sont en 2018, dans la France de Macron.



Dans le cadre de cette journée, le collectif JUJIE (Justice pour les Jeunes Isolé-es Etranger-es) dont la FERC-CGT fait partie, a pris deux initiatives.

Pour préparer cette journée, une vingtaine de témoignages de mineur-es isolés, de professionnel-les et de militant-es ont été publiés et diffusés sur les réseaux et notamment sur les listes CGT. Ces textes, ainsi que ceux qui restent à publier (une cinquantaine au total), ont été remis à l'Elysée, non sans mal. Orientée d'une entrée à l'autre du palais présidentiel, puis contrainte de patienter dans le froid, une délégation accompagnée du cinéaste Laurent Cantet n'a finalement pas été reçue. Au bout d'une heure et demie d'attente, sous la neige, un membre du commandement militaire s'est présenté sur le parvis, leur promettant de faire suivre les dossiers chargés d'histoires humaines révélant l'indignité du traitement de ces mineur-es et jeunes majeur-es que la France rechigne à protéger. Quoi qu'il en soit, Macron ne pourra pas dire qu'il ne savait pas !

Le Jujie avait aussi appelé à un rassemblement dans la soirée sur la place de la République à Paris. Si les

conditions météo ont contraint à renoncer à l'installation du matériel nécessaire aux projections prévues, les représentant·es des structures regroupées dans le Jujie, les militant·es, les sympathisant·es et plusieurs dizaines de mineur·es isolés étaient bien présents en nombre malgré le mauvais temps. Les prises de parole ont alterné avec les chansons et la musique de la Fanfare Invisible. Parmi les interventions, on retiendra celles, particulièrement fortes et émouvantes, de certains des mineur·es maltraités par les autorités mais aussi - et heureusement ! - soutenus par des collectifs d'habitant·es et des associations.

Des mobilisations qui ne suffiront pas à faire reculer immédiatement le gouvernement et les président·es de conseils départementaux mais qui mettent leur comportement indigne sur la place publique et disent que le combat continue et continuera tant que des enfants seront maltraités comme ils le sont en 2018, dans la France de Macron.